

Groupe de travail sur l'avenir de la production télévisuelle et cinématographique québécoise

Mémoire

Par Martin Laroche

Scénariste, réalisateur, producteur

Productions Sisyphe

tournelamarge@yahoo.ca

438-390-3688

Mise en contexte

Je n'ai appris que tout récemment l'existence de ce groupe de travail et son mandat m'a rapidement interpellé. Toutefois, je n'ai pas disposé du temps que j'aurais souhaité pour rédiger ce document. J'écris donc ces réflexions, que je mûris depuis un moment, de façon plus spontanée et concise que prévu. Je me promets par contre d'y revenir, de préciser et d'étayer ces idées si l'on me convoque pour les exposer.

1- Stimuler la création

b. Comme dans la plupart des sphères de la société, nous sommes dans une ère où l'on augmente la gestion pour diminuer les emplois de première ligne. En ce qui concerne le cinéma et la télé, on augmente la gestion, l'administration et les contraintes de production au détriment du temps et de l'argent réellement consacrés aux œuvres et aux créateurs.

De plus en plus de créateurs ont de la difficulté à payer leur loyer et de plus en plus de gestionnaires ou d'administrateurs s'achètent des chalets. Cette dichotomie a poussé les cinéastes de l'ONF à dénoncer la situation de façon chiffrée dans une lettre ouverte il y a quelques années. Au Québec, ce phénomène d'amplification de la gestion n'est, à ma connaissance, pas chiffré, mais l'exercice serait vraiment pertinent à faire.

Impérativement, à mon avis, l'argent doit être majoritairement investi dans les créateurs et les productions, tout simplement. Dans la même veine, il doit aussi y avoir une sécurisation du travail de créateur, dans une optique similaire à celle des Intermittents du spectacle en France.

2- Soutenir la production de contenu varié

a. Nous vivons dans une province qui se targue d'unicité, qui s'insurge contre la menace à sa culture, et pourtant l'essentiel de sa production télévisuelle est financé et diffusé sur un réseau fédéral, Radio-Canada. J'adore R-C, un diffuseur essentiel selon moi, mais ce réseau est menacé par l'arrivée probable d'un gouvernement conservateur au fédéral. Pourquoi ne mise-t-on pas davantage sur Télé-Québec? Pourquoi ce réseau est-il si marginal dans notre espace culturel? Pourquoi n'a-t-il aucune obligation de diffuser du cinéma québécois?

Personnellement, je ne ressens aucune fierté envers Télé-Québec et j'en ressens beaucoup pour Radio-Canada, alors que, culturellement, je me considère davantage Québécois que Canadien. À mon avis, c'est un non-sens, et le climat politique actuel devrait servir de tremplin à un investissement massif dans notre réseau public, pour faire en sorte de se doter d'un véhicule qui nous rend fier et culturellement indépendant.

b. En cinéma et en télévision, on parle constamment “d’industrie”, ce qui est tout de même illustratif d’une certaine perception mercantile de ces médiums artistiques. Il y a quelques années, la Sodec a aboli son programme indépendant, qui avait été créé par des cinéastes pour des cinéastes, et l’on sent de plus en plus une volonté de ne financer que des projets consensuels. Comprenez-moi, je n’ai rien contre les projets consensuels: à mon avis, une culture vivante offre autant une place aux œuvres populaires qu’à celles marginales, dans une volonté d’autant intégrer une majorité que de favoriser l’expérimentation et l’émergence de nouveaux courants. Par contre, en ce moment, il est très difficile de concrétiser des films qui sortent, même légèrement, de la norme. Même au CALQ, les projets exploratoires sont souvent refusés, car pas assez définitifs. On doit en effet connaître (ou donner l’impression de connaître) le projet dans son intégralité pour espérer un financement, même dans une démarche exploratoire. Pourtant, le but d’une exploration n’est-il pas de ne pas tout savoir? La situation est similaire pour les projets documentaires qui doivent déposer un scénario pratiquement final, alors que chacun sait qu’un film documentaire est une œuvre mouvante, qui doit rester ouverte à des modifications radicales.

À mon sens, la cause de cette situation réside en partie dans le pourcentage en constante diminution du nombre de projets financés par rapport à ceux soumis, ce qui crée la réaction naturelle de financer des projets consensuels. Cette situation est déplorable, car le financement des œuvres alternatives et diversifiées doit toujours être valorisé dans les cultures en santé, d’autant plus qu’il permet à des artistes originaux, œuvrant souvent dans des contextes précaires, de pouvoir poursuivre leur démarche.

Dans les comités d’analyse, des jurys qui ont des pratiques diversifiées doivent aussi être approchés. Ces personnes doivent également être écoutés, ce qui n’est souvent pas le cas, car elles se retrouvent souvent infériorisées par les analystes plus expérimentés.

3- Accroître la production de contenu jeunesse

b. Ici, j’élargis le terme « jeunesse », car le cinéma et la télévision québécoises sont, à mon avis, déconnectés des jeunes adultes, qui s’abreuvent majoritairement sur les plateformes américaines. À mon sens, la raison principale de ce constat est la frilosité des diffuseurs et des institutions qui négligent l’originalité ou le métissage des genres. Qu’une telle frilosité s’exprime dans des entreprises privées est compréhensible, mais qu’elle soit une norme dans des institutions publiques, pour qui le profit ne devrait pas être le but principal, est déplorable.

Le manque d'audace par prudence crée un contenu redondant qui finit par lasser. J'étais au cinéma récemment: la salle était pleine de jeunes adultes cinéphiles venus voir *The Substance*. J'étais autant enthousiasmé de les voir dans la salle, que découragé de sentir qu'un tel film ne serait pas financé au Québec actuellement.

c. Si on veut un public jeune adulte au rendez-vous, il faut l'éduquer en bas âge, avec des productions pour jeune public, bien entendu, mais aussi avec des ateliers, des projections, des sorties au cinéma, et surtout des rencontres et des discussions avec des créateurs partout à travers la province, et pas juste dans les grands centres.

Il faut aussi, même si ça semble évident, écouter les jeunes et identifier ce qu'ils veulent, et non ce qu'on pense qu'ils veulent. Par exemple, investir massivement dans les nouvelles technologies n'est pas nécessairement ce qui va plaire à la jeunesse. Jeune technologie n'égale pas jeune public. La plupart des adolescents ou des jeunes adultes ne consomment pas d'œuvres sous des casques de réalité virtuelle : ils regardent *Big Bang Theory* sur leur téléphone. Plutôt qu'investir dans le VR, il est alors plus pertinent de donner facilement accès au contenu québécois en ligne, en dehors d'une programmation régulière figée.

4- Favoriser la diffusion et l'exploitation des contenus

a. À mon avis, la distribution des films québécois est désolante, surtout en deuxième vie (après la salle). Il est inconcevable qu'on dispose maintenant de plus d'outils technologiques qu'avant, mais que les films québécois sont moins disponibles qu'à l'époque des clubs vidéo. Quelques plateformes permettent un certain accès (Crave, Éléphant, Tou.tv), mais elles sont sélectives et fragmentaires.

Ma proposition est une réforme un peu radicale, mais je l'assume: tous les films québécois devraient être sur la même plateforme, publique, à laquelle tous les citoyens de la province auraient accès. Comme un abonnement obligatoire, on "chargerait" 20\$ par année à chaque citoyen adulte (7,2 millions de personnes), ce qui donne environ 144 millions \$. De ce revenu, on soustrait les coûts d'opération et de promotion, et le reste est redistribué selon les structures de récupération des productions, au prorata des visionnements. Ainsi, tous les citoyens du Québec pourraient voir pour 20\$ par an tous les films québécois disponibles sur une même plateforme. Moyennant une plus grande contribution annuelle, le contenu télévisuel québécois pourrait même, lui aussi, y être incorporé, même si ce serait plus complexe.

Je sais que les producteurs et les distributeurs ont des ententes qui empêcheraient la mise en place d'un tel système, mais un gouvernement a la possibilité de faire des lois pour implanter des réformes profitables aux citoyens, et des lois peuvent faciliter l'implantation d'une telle plateforme. Ce n'est qu'une

question de volonté politique, et c'est d'ailleurs pourquoi je sou mets cette idée à ce groupe de travail.

D'ailleurs, comme le gouvernement travaille en ce moment sur la création d'une identité numérique citoyenne, cette identité pourrait aussi servir d'accès à la plateforme. Ce serait simple, novateur, imbriqué dans une réforme, salulaire pour l'industrie et avantageux pour le citoyen. D'autres nations pourraient même s'inspirer de cette initiative, ce qui nous rendrait fier, un mot qui mérite d'être entendu davantage lorsqu'on parle de la diffusion de la culture québécoise.

7- D'autres pistes de solutions

a. Financement intérimaire

Au Québec, une production cinématographique est admissible aux crédits d'impôts, mais ils lui sont versés des mois après la fin de l'année fiscale. L'entreprise n'a donc pas suffisamment de liquidités pour le tournage (ce qui coûte le plus cher) et fait un emprunt bancaire sous forme de financement intérimaire. Cette pratique est complètement absurde. Je n'ai jamais compris pourquoi une production recevait de l'argent public, puis des crédits d'impôts publics, mais devait faire un emprunt à une banque privée avant de recevoir cet argent public. Les intérêts sur ces emprunts coûtent (au total) des millions de dollars chaque année à ces productions financées en quasi-totalité par le public.

Pourquoi n'y a-t-il pas un système mis en place par l'État (soit à la Sodec, à Revenu Québec, ou même par la biais de la Caisse de dépôt) pour financer ces emprunts quasi-garantis par une décision préalable? Un tel système empêcherait que l'État perde ces grandes sommes d'argent au profit des banques.

Ainsi, dans un système étatique, les taux d'intérêts seraient soit moins élevés, ce qui permettrait de mettre plus d'argent dans les films, soit les mêmes, ce qui ferait revenir l'argent dans les coffres de l'État pour financer de nouvelles productions.

b. La peur

Ce point est plus psychologique que tangible, mais je trouve essentiel de le nommer, car il déteint sur tous les autres aspects abordés par ce groupe de travail. En ce moment, l'industrie fonctionne sur un système subjectif d'attribution de fonds (on ne finance pas des routes, on finance des œuvres). Cette subjectivité donne naturellement beaucoup de latitude aux gestionnaires pour financer un projet plutôt qu'un autre, ce qui pourrait facilement bifurquer dans le favoritisme. Normalement, des mesures strictes de contrôle devraient être mises en place pour éviter toute apparence de conflits d'intérêts. Ce n'est malheureusement plus le cas au Québec, et le simple fait de le mentionner ouvertement me fait

personnellement peur, comme il peut faire peur à beaucoup de gens dans le milieu, à mon avis.

Je ne connais aucune personne qui, en coulisses, ne questionnent pas une ou plusieurs méthodes d'attribution de fonds dans le milieu cinématographique ou télévisuel québécois, et pourtant les levées de boucliers sont rares. Pourquoi? Je crois que la situation actuelle cause une peur d'être exclus ou "barré" chez plusieurs gens de l'industrie, ce qui fait que personne n'ose s'exprimer ouvertement et que chacun se referme jalousement sur les quelques privilèges ou avantages qu'il a minutieusement réussi à acquérir, ce qui est très compréhensible, mais déplorable. De plus, une institution comme la Sodec a littéralement un droit de vie ou de mort sur des projets, car aucune autre instance (même Téléfilm Canada) ne peut suffisamment financer un film traditionnel pour qu'il se concrétise. C'est beaucoup de pouvoir dans les mains de peu de gens.

Qu'elle soit réelle ou imaginaire, cette peur est un symptôme sur lequel il est primordial de se pencher, car elle est un frein tangible aux réformes constructives.

c. Des lieux où la culture est un liant social

Ici, je bifurque un peu de la cible centrale du groupe de travail pour élargir à d'autres médiums, mais je suis persuadé que l'élargissement de la perception culturelle fait, de toute façon, partie intégrante des réflexions que doivent avoir les instances québécoises.

Il y a quelques années, je suis allé présenter l'un de mes films à Sao Paulo, au Brésil. Là-bas, je suis allé visiter un complexe public créé par le Ministère de la culture, le SESC Pompéia. Dans cette ancienne usine retransformée, il y avait une salle d'exposition, une salle de cinéma, une bibliothèque, une scène, mais aussi un café, une piscine, une garderie, un gymnase et un espace de travail. La culture est un liant social et cet espace en faisait la démonstration. Les lieux étaient investis par des gens de tous les milieux et de plusieurs champs d'intérêt. La culture était mixée à la vie sociale, et non recluse dans un espace que certaines personnes fréquentent avec ravissement, mais que d'autres évitent par désintérêt ou par crainte de ne pas « fiter ».

Cette perception de ne pas « fiter », qui peut sembler frivole pour certains, ne l'est pas pour beaucoup, je vous l'assure. Étant originaire de Victoriaville et n'ayant pas grandi auprès de gens qui pratiquaient des métiers artistiques, je peux vous confirmer que, jeune, je me sentais intimidé à l'idée d'entrer dans un musée, dans une salle de théâtre, voire même dans une librairie, malgré mon intérêt pour la lecture. La culture est peut-être accessible à la plupart, mais elle est psychologiquement refusée à beaucoup, à cause de son apparence d'élitisme. Un espace comme le SESC Pompéia de Sao Paulo est un lieu parfait pour décroïsonner les milieux et désacraliser la culture. Pourquoi des lieux comme ça n'existent pas

au Québec? Pourquoi n'y pense-t-on même pas? Pourquoi un lieu comme l'ancien l'Hôtel-Dieu de Montréal, au pied du Mont-Royal, n'a jamais été pensé pour recevoir un projet de ce genre? Imaginez: un cinéma de quartier, une garderie, une salle de spectacle, un gymnase, une bibliothèque, une clinique, une salle d'exposition, des cafés, des restaurants. Nous aurions un lieu où la culture fait partie de la vie sociale. Peut-on se permettre de rêver à de tels espaces au Québec?

Alors que j'écrivais ce texte, une nouvelle est sortie: L'ancien Institut des Sourdes-Muettes, près du métro Sherbrooke, allait être transformé en gigantesque complexe de logements. C'est naturellement une bonne chose : on a besoin de logements, mais pourquoi n'a-t-on jamais pensé à un complexe intégré, mêlant culture et habitation?

Une anecdote pour finir, et pour insister sur le fait qu'on doit décroisonner nos réflexions: dans une des salles de cinéma du SESC, qui est un cinéma géré par l'État au Brésil, il y avait un bar. Littéralement, on entrait dans la salle et il y avait une première porte où l'on pouvait aller regarder le film à la table d'un bar avec un verre, derrière une énorme vitre qui donnait sur la salle plus traditionnelle. Robert Morin a regardé mon film dans cette salle avec une bière, ce que j'ai trouvé incroyable. J'aurais aimé qu'il puisse aussi le faire de cette façon au Québec.